

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT 2018-2021 ENTRE LE DEPARTEMENT
ET LE SDIS DE LA SEINE-MARITIME**

Le 15 décembre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 novembre 2017, s'est réuni au Centre départemental de formation à Saint-Valéry-en-Caux sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mme Sophie ALLAIS.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Catherine FLAVIGNY.

MM. Nicolas BERTRAND, Christian DUVAL, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Camille DE WITASSE THEZY, Directrice du SIRACED-PC.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Eric BLOND à Monsieur André GAUTIER

Madame Pierrette CANU à Monsieur Bastien CORITON

Madame Chantal COTTEREAU à Madame Sophie ALLAIS

Étaient absents excusés :

Mmes Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE - représentée, Blandine LEFEBVRE - représentée, Florence THIBAudeau RAINOT – représentée.

MM. Eric BLOND, Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La loi sur la modernisation de la Sécurité Civile du 13 août 2004 dans son article 59, a modifié l'article L.1424-35 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT) en précisant que les relations entre le département et le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis), notamment la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle.

Au-delà de la seule obligation réglementaire, le Département et le Sdis de la Seine-Maritime ont souhaité nouer un véritable partenariat abordant non seulement la dimension financière de leur relation mais aussi des dimensions organisationnelles ou techniques dans le contexte nouveau auquel ils sont réciproquement soumis.

En dépit de la raréfaction des ressources financières publiques, cette convention vise donc à constituer un véritable outil de pilotage et de suivi d'une politique publique commune en matière de distribution des secours permettant d'assurer :

- au Sdis 76, dans le respect de son autonomie de gestion, la mobilisation des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et son règlement opérationnel (Ro) ;
- au Département de la Seine-Maritime, une visibilité sur l'évolution de ses participations financières, tant en fonctionnement qu'en investissement ;
- à chacun, une maîtrise ou une optimisation de ses dépenses de gestion en développant toutes les possibilités de mutualisations (partage d'expérience et d'expertise entre services de chaque entité ; ouverture de certains services proposés par une entité à l'autre ; poursuite des groupements d'achats existants et extension à de nouvelles thématiques dès lors qu'il existe un intérêt économique).

Un comité de pilotage, composé de représentants des directions de chaque entité, s'est réuni à 8 reprises depuis le mois de mai dernier pour approfondir la connaissance mutuelle du fonctionnement de chaque entité et traduire les objectifs susmentionnés en engagements concrets, réalistes et évaluables.

Ainsi, dans le cadre du dialogue né avec le Département, le Sdis 76 s'engage à poursuivre sa gestion financière, transparente et maîtrisée, pour parvenir à un rétablissement progressif de l'équilibre de sa section de fonctionnement hors reprise de l'exercice antérieur.

A ce titre, le Sdis 76 devra :

- maîtriser l'évolution maximale annuelle de ses dépenses de fonctionnement en deçà d'un taux moyen de + 1,5 % sur la base de son Compte Administratif 2017 projeté (soit 87 061 020 euros) sur la durée de la convention ;
- poursuivre les efforts de recherche de recettes nouvelles ;
- adapter le volume financier de son plan pluriannuel d'investissement, qui intègre l'ensemble de ses opérations immobilières et son plan pluriannuel d'équipement, à sa capacité financière ;
- explorer toutes les pistes de mutualisations.

Pour tenir son engagement, le Sdis 76 devra essentiellement maîtriser l'évolution de sa masse salariale. A ce stade de la préparation budgétaire 2018, il lui reste encore à identifier un volume d'économie de 400 K€ (en diminution de dépenses ou en développement de recettes) d'ici à la présentation de son budget définitif.

En parallèle, le Département s'engage à accompagner financièrement le Sdis 76 en :

- augmentant sa contribution de 300 K€ chaque année sur la durée de la convention (pour mémoire : 45,731 M€ en 2017) en fonctionnement, alors que celui-ci avait été contraint de la réduire de 932 K€ en 2016 et de la maintenir à ce niveau compte tenu de sa propre situation budgétaire ;
- contribuant au financement des investissements immobiliers du Sdis 76 en proposant de faire adopter un dispositif de subvention à hauteur de 10 % des dépenses hors taxes, soit un versement de 2 M€ HT pour la période 2018-2021.

Il est donc proposé d'approuver le projet de convention de partenariat 2018-2021, joint au présent rapport, et d'autoriser le Président à le signer, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

Convention de Partenariat

Entre

Le Département de la Seine-Maritime

et

Le Service Départemental d'Incendie et
de Secours de la Seine-Maritime

Octobre 2017

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LE SDIS DE LA SEINE-MARITIME

Entre les soussignés

Le Département de la Seine-Maritime représenté par Monsieur Pascal MARTIN, Président du Conseil Départemental, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du XXXXXXXX 2017.

désigné ci-après par « le Département »
d'une part,

Et

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime, représenté par Monsieur André Gautier, Président du Conseil d'Administration, agissant en cette qualité en vertu de la délibération en date du 15 décembre 2017,

désigné ci-après par « le SDIS »
d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La loi sur la modernisation de la Sécurité Civile du 14 août 2004 dans son article 59, a modifié l'article L1424-35 du Code général des Collectivités territoriales en précisant que les relations entre le département et le SDIS, notamment la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle.

En application de la loi, le Département et le SDIS souhaitent établir une convention pluriannuelle s'inscrivant dans le cadre d'une recherche d'efficience en réponse aux mutations opérationnelles et financières qui s'imposent au SDIS et au Département.

L'établissement de la convention permet de :

- Donner au Département une visibilité sur l'évolution de sa participation financière au cours des quatre prochaines années 2018, 2019, 2020 et 2021;
- Donner au SDIS les moyens de poursuivre une politique qui permette de garantir une équité et une efficacité de traitement en matière de sécurité civile,
- Développer les mutualisations d'actions et de moyens permettant d'améliorer l'efficience de l'activité du Département et du SDIS.

Le SDIS conduit de manière autonome l'application de la politique publique de distribution des secours dans le département telle que définie dans le cadre du S.D.A.C.R, dynamique et évolutif, approuvé en 2015 par le Conseil Départemental.

La présente convention prend appui sur les orientations suivantes :

- Le SDIS poursuit sa démarche de gestion transparente et maîtrisée de ses dépenses en explorant toutes les possibilités d'optimisation et de mutualisation de ses moyens opérationnels, humains et matériels, telle que définie dans la feuille de route fixée au Directeur départemental du SDIS par le Président du Conseil d'administration.
- Le Département accompagne financièrement le SDIS pour assurer la continuité de service, notamment au titre de sa contribution ;
- Le SDIS et le Département s'engagent à une concertation permanente dans le cadre prévu par la loi et la présente convention.

La présente convention a été établie en décembre 2017 et l'ensemble de ses dispositions ont été étudiées à droit constant, sans présager d'éventuelles évolutions réglementaires nationales postérieures aux dates des délibérations autorisant les parties à la conclure.

I. Objet de la convention

Article 1

La présente convention définit les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien, notamment financier, au SDIS afin de contribuer à son bon fonctionnement.

Article 2

Les actions au service de l'efficacité, de l'équité et la maîtrise des coûts dans le cadre de la distribution des secours sont portées par le SDIS de manière autonome.

Pour le SDIS comme pour le Département, il est nécessaire de répondre à des objectifs stratégiques, que cette convention soutient et réaffirme. Il s'agit principalement :

- de maintenir un niveau de qualité dans la distribution des secours dans le Département ;
- de tenir compte des contraintes financières particulièrement fortes pour le Département comme pour le SDIS.

II. Transparence et maîtrise de gestion

Article 3

Le SDIS s'engage à poursuivre et à amplifier les mesures déjà prises en matière de transparence et de maîtrise de sa gestion, en transmettant au Département :

- Des bilans financiers réguliers (au minimum une fois par an), le suivi des plans pluriannuels d'investissement, et des analyses financières prospectives et rétrospectives.
- Son projet de Budget Primitif avant vote au CASDIS pour vérification du respect des objectifs fixés par la présente convention.

- Une analyse annuelle de l'évolution des effectifs (par catégorie PATS, SPP, SPV, etc...).

Ces éléments pourront être complétés autant que de besoin à l'initiative du SDIS ou à la demande du Département.

III. Éléments concernant la section de fonctionnement

Article 4

L'objectif du SDIS est de parvenir au rétablissement progressif de l'équilibre de sa section de fonctionnement hors reprise de l'exercice antérieur. Les recettes de fonctionnement dégagées par le SDIS devront permettre la couverture des dépenses d'amortissement du patrimoine, et assurer l'équilibre réel de ses budgets votés au sens de l'article L1612-4 du CGCT.

Pour cela, le SDIS s'engage à maîtriser l'évolution maximale annuelle de ses dépenses de fonctionnement en deçà d'un taux moyen de + 1,5 % (base Compte Administratif projeté 2017 soit 87 061 020 euros) sur la durée de la Convention.

Le respect de cet objectif est une nécessité pour garantir au SDIS le maintien de sa capacité opérationnelle et permettre au Département de ne pas subir une hausse de sa contribution au-delà des engagements pris dans la présente convention.

Article 5

Les dépenses de personnel retracées dans le chapitre globalisé 012 du budget du SDIS représentent le principal poste de dépenses du SDIS avec plus de 80 % des dépenses réelles de fonctionnement.

En la matière, un objectif de progression moyen inférieur à 1,4 % (base Compte Administratif projeté 2017 soit 68 614 458 euros) annuel sera recherché par le SDIS sur la durée de la convention.

Article 6

Les autres frais généraux (chapitre 011, chapitres 65, 66 et 67 et suivants...), devront progressivement être contenus par toute forme de recherche d'économie, et notamment par un effort de mutualisation des moyens, par exemple avec ceux du Département.

Les recherches de mutualisation pourront revêtir plusieurs formes :

- Le partage d'expérience et d'expertise entre les services de chaque entité ;
- L'ouverture de certains services proposés par une entité à l'autre, notamment dans les domaines suivants :
 - l'entretien de la flotte automobile,
 - la restauration du personnel en poste sur le secteur de l'agglomération rouennaise,
 - la communication ;

- La poursuite des groupements d'achats existants (téléphonie, informatique) et leur extension à de nouvelles thématiques dès lors qu'il existe un intérêt économique, notamment en matière :
 - de fournitures administratives et de bureau,
 - de fournitures de produits d'entretien et d'articles de droguerie,
 - de fournitures de divers matériels,
 - de fournitures de titres restaurant,
 - de prestations de nettoyage des locaux,
 - de maintenance, entretien et visite périodique des équipements,
 - de maintenance, entretien et visite périodique des bâtiments,
 - de maintenance préventive et curative des réseaux,
 - de fourniture d'énergie, de carburant et de combustible ;

etc...

Ces mutualisations pourront autant que de besoin faire l'objet de conventions spécifiques établies ultérieurement.

Article 7

Avec le soutien du Département, le SDIS s'engage à poursuivre les efforts de recherche de recettes nouvelles. Ces recettes nouvelles viendront contribuer au redressement de l'équilibre de la section de fonctionnement évoqué à l'article 4.

IV. Éléments concernant les dépenses d'investissement

Article 8

Pour maintenir son niveau actuel d'accompagnement de ses missions, le SDIS doit pouvoir disposer en permanence de matériels et d'équipements modernes, fiables et performants.

Outre les nouveaux équipements qui peuvent être imposés par le développement de normes nouvelles, le SDIS doit faire face au renouvellement récurrent des matériels dont il dispose déjà.

Ces besoins sont actuellement formalisés dans le cadre d'autorisations de programmes qui, consolidées, correspondent au plan pluriannuel d'équipement.

Dans la logique de recherche d'un retour à l'équilibre de la section de fonctionnement de son budget, le SDIS s'engage à maîtriser, notamment du fait de son impact sur les charges d'amortissement, le volume financier de son plan pluriannuel d'investissement, qui intègre l'ensemble de ses opérations immobilières et son plan pluriannuel d'équipement.

V. Contribution du Département

Article 9

La contribution annuelle du Département fixée en 2017 à 45,731 M€ fera l'objet d'une augmentation de 300 000 euros chaque année sur la durée de la convention.

Les montants prévus sont ainsi les suivants :

2018 : 46 031 000 euros

2019 : 46 331 000 euros

2020 : 46 631 000 euros

2021 : 46 931 000 euros

Il est convenu que cette contribution sera imputée en dépense de fonctionnement pour le Département et en recette de fonctionnement pour le SDIS.

Article 10

La contribution du Département au budget du SDIS prévue dans l'article 9 sera versée à raison d'un 1/11ème entre février et décembre chaque mois.

Article 11

Le plan de réhabilitation des casernements arrêté par le Conseil d'administration du SDIS totalise 45 projets pour un montant maximal de 4 050 050 € HT, à réaliser sur les 20 prochaines années. Il constitue le projet dit de « Nouvelle Politique Immobilière » (NPI).

Afin de contribuer spécifiquement au financement des dépenses prévues dans ce cadre, estimées à un montant maximal de 20 M€ HT sur la période de 2018-2021, il sera proposé au Conseil Départemental un dispositif de subvention d'investissement qui pourra atteindre 10 % des dépenses hors taxes de cette NPI pour la période 2018 - 2021, pour une dépense annuelle moyenne de 500 000 euros, soit un versement total maximum de 2 000 000 € HT sur la durée de la convention. Les modalités de financement et de versement de chaque opération seront définies dans une convention spécifique.

Il est convenu que cette subvention serait imputée en dépense d'investissement pour le Département et en recette d'investissement pour le SDIS.

VI. Modalités de collaboration

Article 12

Le Département et le SDIS s'engagent à initier ou renforcer les partenariats existants sur l'ensemble des problématiques fonctionnelles, lorsque cela est bénéfique aux deux collectivités.

Au sein du Département, comme au sein du SDIS, est désigné un correspondant chargé du suivi de la convention et de la mise en œuvre des partenariats.

Un comité de suivi est constitué pour faire avancer la réflexion sur les différents dossiers.

Il est composé :

- Pour le Département : du Président du Département, du Directeur de cabinet, d'un Vice-Président du Département, du Directeur Général des Services du Département, du DGA en charge des ressources et moyens, du représentant du contrôle de gestion et audit et du Directeur des Finances du Département;
- Pour le SDIS: du Président du Conseil d'Administration du SDIS ou du 1^{er} Vice-président du SDIS, d'un Vice-Président du SDIS, du Directeur Départemental, du Directeur Départemental Adjoint, du Chef de groupement en charge des Finances et de la Commande publique, du Chef de groupement en charge de l'Administration générale et des affaires juridiques, du Chef de groupement en charge des emplois, des activités et des compétences .

Tout agent du SDIS ou du Département pourrait être amené à y participer à la demande des autres membres.

Ce comité de suivi se réunira au moins une fois par an pour procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de la convention et préparer son éventuelle révision.

Article 13

Le SDIS, tout en respectant la libre administration qui est sienne, invitera à chaque Conseil d'Administration, un représentant de l'Administration du Département.

VII. Durée de la convention

Article 14

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans avec expiration au 31 décembre 2021.

Fait à Rouen le.....